

Le sommet de Salzbourg s'annonce des plus houleux

LE RÉSUMÉ

Le Conseil européen informel de Salzbourg s'annonce tendu.

Les divisions sont plus fortes que jamais entre Etats pro-européens et les pays de plus en plus nationalistes, où les partis d'extrême droite sont arrivés au pouvoir.

VINCENT GEORIS

L'immigration, la sécurité intérieure et le Brexit sont les trois sujets au menu du Conseil européen informel de Salzbourg, qui réunit mercredi et jeudi les chefs d'État ou de gouvernement européens. Les discussions seront difficiles, tant le fossé entre États pro-européens et les nationalistes est de plus en plus large.

Le Brexit, dont les négociations sont censées aboutir le 18 octobre, devrait donner lieu à un sommet extraordinaire en novembre (lire l'encadré), une proposition du président du Conseil Donald Tusk.

La question migratoire pourrait entraîner des nouveaux échanges tendus. Le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays assure la présidence de l'UE, est mal placé pour réduire les divisions entre États, sa coalition avec le FPÖ, un parti d'extrême droite aux racines nazies, le poussant naturellement vers les pays les plus durs en matière de migration, comme l'Italie et la Hongrie.

L'immigration sera abordée lors d'un dîner de travail. D'après les estimations les plus récentes d'Eurostat, les demandes d'asile au sein de l'Union européenne sont retombées à 591.000, au niveau antérieur à la crise migratoire de 2015. Mais l'Italie, où la Ligue (extrême droite) est arrivée au pouvoir en juin dernier, continue à faire de ce sujet l'un de ses chevaux de bataille.

Les dirigeants poursuivront les discussions sur la création de «centres contrôlés» dans certains pays européens, où devraient être détenus les migrants en attendant qu'il soit statué sur leur sort, et des «pla-

teformes de débarquement» soutenues par l'UE dans les pays tiers de départ.

Ces centres avaient été imaginés au bout de la nuit, lors du sommet européen de juin dernier, pour satisfaire l'Italie. Le Premier ministre italien Giuseppe Conte s'était montré mécontent de l'absence de solidarité des autres pays européens face à l'afflux de migrants en provenance de Libye.

Le problème, c'est que ni les États européens ni ceux de départ ne se pressent au portillon pour se poser candidats. L'Albanie et l'Égypte sont cités comme pays tiers susceptibles d'accueillir les plateformes de débarquement.

Les débats à Salzbourg devraient être d'autant plus houleux que la Hongrie et la Pologne sont visées par la procédure de l'article 7 pouvant déboucher sur la suspension de leur droit de vote au Conseil européen.

La Hongrie et la Pologne au ban de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a publié mardi un rapport critiquant la violence lors de l'expulsion de migrants. Une épine dans le pied du Premier ministre Viktor Orban.

«Un nombre important de ressortissants étrangers ont allégué qu'ils avaient été physiquement maltraités par des policiers hongrois» lors de leur arrestation et leur refoulement en Serbie, disent les rapporteurs. Ceux-ci ont constaté sur les migrants des lésions traumatiques en rapport avec ces allégations. Ces refoulements sont d'autant plus illégaux que les migrants ont été renvoyés vers la Serbie, État tiers jugé non sûr.

Aucune violence n'a été enregistrée dans les centres de rétention hongrois, mais les conditions de vie sont jugées trop «carcérales» et on y trouve des enfants.

Le gouvernement hongrois a balayé du revers de la main ce rapport, considéré comme «politique» dont il estime que plusieurs conclusions sont fausses.

La France et l'Allemagne ont décidé de mettre sous pression la Po-

logne, critiquée pour ses réformes judiciaires controversées. Les deux pays ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils jugent la situation «plus urgente que jamais». Ils constatent que le dialogue avec Varsovie est insuffisant.

Les gouvernements français et allemand apportent leur soutien au déclenchement de la procédure de l'article 7, une sanction très grave. «Nous espérons que la Pologne agira de manière constructive et ne prendra pas de mesures irréversibles», disent Berlin et Paris.

Pour rappel, la Commission européenne reproche au gouvernement polonais, dirigé par le PiS (Droit et justice) de vouloir pendre le contrôle de la Justice à travers sa réforme de la Cour suprême et du Conseil national de la magistrature.

La Pologne a été suspendue lundi du Réseau européen des Conseils de Justice, une organisation dont elle était pourtant l'un des pays fondateurs.

BREXIT

VERS UN SOMMET

EN NOVEMBRE

Les négociations du Brexit étaient censées se terminer lors d'un sommet européen le 18 octobre. Mais à un mois de l'échéance, les pourparlers sont bloqués. Le départ du Royaume-Uni de l'UE étant prévu fin mars 2019, le spectre d'un divorce sans accord se profile de jour en jour. Dans sa lettre d'invitation au Conseil informel de Salzbourg, le président du Conseil européen Donald Tusk propose d'organiser un **sommet européen extraordinaire en novembre** prochain afin d'éviter la «catastrophe» d'un départ sans accord. Lors de la réunion de Salzbourg, les dirigeants européens passeront en revue les derniers progrès réalisés lors des négociations. L'un des obstacles majeurs reste la question de la frontière irlandaise. Les 27, sans le Royaume-Uni, aborderont ensuite la relation post-Brexit.

V.G.